



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à
CPS n°102-103
26 juillet 2006

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Halte à la guerre contre le peuple palestinien et les masses du Liban ! Assez d'interventions impérialistes ! Non à toutes les interventions de l'impérialisme français au Proche-Orient !

Guerre contre le peuple palestinien.

Depuis le 28 juin, l'État d'Israël a engagé une nouvelle offensive militaire de grande ampleur à Gaza, sous couvert de « récupérer » un tankiste israélien enlevé par des palestiniens. La population civile a été la première cible de cette offensive : plus de 135 civils ont déjà été tués ; la destruction de la principale usine électrique de Gaza et le bouclage du territoire ont rendu catastrophique la situation sanitaire et alimentaire. Les ravisseurs du tankiste israélien demandaient un échange de prisonniers ; « *Nous ne négocierons jamais* » fut la réponse. Faut-il rappeler qu'il y a au moins 9400 Palestiniens dans les prisons israéliennes, dont 339 enfants de moins de quatorze ans ?

Le gouvernement américain a affirmé le « *droit à la légitime défense d'Israël* ». Ainsi protégé, l'État d'Israël a, le 29 juin, kidnappé 64 élus Palestiniens, dont 21 « députés » et 9 « ministres », soit le tiers du « gouvernement » palestinien. Un ministre israélien a justifié ce rapt « *car il a été prouvé que le Hamas au pouvoir met en œuvre sa stratégie terroriste* » (ce « gouvernement » du Hamas résulte d'élections tenues le 25 janvier). Ces arrestations montrent que, pour Israël et les impérialismes, le prétendu « gouvernement palestinien » et son Parlement ne sont que des institutions fantoches : leur seule fonction acceptable est de faire la police dans la population palestinienne.

Guerre contre la population du Liban.

Le 12 juillet, l'armée israélienne engageait la guerre au Liban, après une attaque du Hezbollah contre une patrouille israélienne. Le Hezbollah est un mouvement armé, et un parti politique membre du gouvernement libanais. Ehud Olmert, Premier ministre israélien, déclare alors : « *la riposte sera très, très, très douloureuse* ». Le gouvernement américain affirme le « *droit d'Israël à se défendre* ». Selon un analyste militaire israélien, cette offensive « *était de longue date dans les tiroirs et les militaires attendaient le feu vert du gouvernement* » (Libération du 15 juillet)

Une fois encore, l'offensive vise la population civile. Le 24 juillet, on annonce plus de cinq cent morts, en quasi-totalité des civils, et plus de deux mille blessés. L'aviation israélienne détruit habitations civiles et usines (dont la principale usine laitière), tire sur tous les véhicules. Cinq cent mille civils sont « déplacés » en huit jours.

C'est la même politique de terreur à Gaza où un médecin constate : les lésions sont « *d'une gravité tout à fait inhabituelle* », dues à « *de nouvelles armes extrêmement violentes (...) cela ressemble à des effets de bombes à fragmentation tirées par des drones avec des sous munitions à retardement* ». (Libération du 24 juillet)

Pourquoi ces offensives, aujourd'hui, contre les populations de Gaza et du Liban, alors même que les « actions » militaires imputées au Hamas et au Hezbollah sont bien moins nombreuses qu'il y a deux ans ?

Le véritable objectif de cette guerre : briser et terroriser les masses.

Le début de la réponse se trouve dans les résultats des élections organisées le 25 janvier dans les territoires occupés, en application des accords d'Oslo-Washington. (Les cinq millions d'exilés Palestiniens ainsi que les Palestiniens vivant dans les territoires occupés avant 1967 ne votent pas). Ces accords impliquent que « l'Autorité » issue de ces élections reconnaisse et protège l'État d'Israël. Depuis 1994, c'est l'OLP, organisation historique du peuple palestinien qui a assuré cette Autorité. Pour les masses palestiniennes, la politique suivie par l'OLP et sa principale composante, le Fatah est devenue manifestement contradictoire avec l'objectif fondateur de l'OLP : celui de la « Libération de la Palestine », de l'ensemble de la Palestine. Le 25 janvier, l'OLP a connu une sévère défaite au profit du Hamas. Le Hamas est une organisation religieuse, profondément réactionnaire qui est apparue conjonctuellement comme plus « radicale » face à Israël. En participant à ces élections, le Hamas s'inscrivait dans le cadre de l'accord d'Oslo, accord qui entérine l'existence de l'État d'Israël. Mais en l'absence de parti ouvrier, de tout parti révolutionnaire, les masses palestiniennes ont voté pour le Hamas : non pour son programme, mais pour tenter une fois encore de manifester leur refus absolu du fait colonial israélien.

C'est ce qu'a très bien compris David Frum, ancien conseiller de George Bush: « *Dans les années 1990, on voulait croire que les extrémistes n'étaient qu'une minorité de chaque côté. C'était erroné. Une écrasante majorité de Palestiniens a voté pour rejeter la coexistence avec Israël* » (Le Monde du 1^{er} février).

On ne saurait être plus clair : dans les pires conditions, le peuple palestinien persiste à rejeter le colonialisme israélien et les accords d'Oslo. Le soutien dont bénéficie le Hezbollah au Liban de la part des couches les plus pauvres de la population exprime également ce rejet de l'ordre impérialiste, en dépit du caractère réactionnaire du Hezbollah (rappelons que le Liban est une créature artificielle des impérialismes français et américain, organisé sur des bases confessionnelles). David Frum révèle ainsi l'objectif réel de cette guerre : contraindre les masses palestiniennes et arabes du Liban à accepter l'ordre impérialiste, en les brisant par la misère et la terreur militaire.

Cette offensive militaire a été préparée par les États-Unis et l'Union européenne qui ont d'abord étranglé financièrement Gaza et la Cisjordanie ; les enseignants, les médecins...ne sont plus payés depuis mars. Or une grande partie des Palestiniens ne survit dans les camps que grâce à cette « aide » (dont la fonction depuis des décennies est de contrôler les masses palestiniennes expulsées de leur propre pays).

Le Hamas s'est trouvé de fait contraint, le 27 juin, de signer un accord avec le Fatah pour constituer un « gouvernement d'union nationale », ouvrant la voie à une reconnaissance d'Israël par le Hamas. Mais la volonté des masses palestiniennes de revendiquer leurs droits nationaux demeure entière. À Gaza même, se sont constitués de nombreux groupes armés, plus ou moins autonomes. L'objectif de l'intervention israélienne est de briser non le Hamas et le Hezbollah mais cette volonté de résistance des masses. Tous les impérialismes ont ce même objectif.

Chirac défend les intérêts de l'impérialisme français.

L'impérialisme français en particulier a soutenu dès sa création l'État d'Israël ; il a œuvré, conjointement avec le gouvernement américain pour contraindre l'année dernière le gouvernement syrien à retirer ses troupes du Liban. Mais il a des intérêts particuliers. Il est le principal partenaire financier du Liban et a activement participé à sa reconstruction récente. Tout en condamnant les actions du Hamas et du Hezbollah, Chirac doit critiquer la politique de l'armée israélienne au Liban : « *Une volonté de détruire le Liban, ses équipements, ses routes* ».

Ce qu'exige l'impérialisme américain, c'est que le gouvernement libanais désarme le Hezbollah et qu'une force impérialiste soit envoyée au Liban à cette fin. L'armée américaine, déjà empêtrée en Irak, ne ferait pas partie de cette force. Mais Chirac refuse pour l'instant ce projet s'il n'y a pas accord du Hezbollah pour être désarmé, s'il n'y a pas d'abord un cessez-le-feu. C'est ainsi que les impérialismes, bien qu'unis dans leur volonté d'écraser les peuples du Proche et du Moyen-Orient, peuvent s'opposer afin de défendre leurs intérêts particuliers.

Pour les masses palestiniennes, il n'y aura d'issue qu'en construisant un véritable Parti ouvrier indépendant de tous les régimes Arabes réactionnaires, indépendant des organisations religieuses, en construisant un Parti ouvrier révolutionnaire qui combatte sur la perspective des États-Unis socialistes du Proche et du Moyen-Orient. C'est sur cette perspective que les masses palestiniennes pourront en finir avec l'État colonial d'Israël, exproprier les expropriateurs, rétablir leur pouvoir sur l'ensemble de la Palestine historique (le mot d'ordre transitoire de Constituante palestinienne - et non pas de Constituante de la Palestine -, implique en préalable la destruction de l'État colonial, le retour de l'ensemble des réfugiés, la réappropriation de l'ensemble de la terre palestinienne.

À bas « l'union nationale » avec Chirac !

En France, la responsabilité des organisations ouvrières est d'affirmer leur pleine solidarité avec le peuple palestinien et les masses libanaises. Or, force est de constater que le PS et le PCF (et les dirigeants syndicaux) reprennent totalement à leur compte la politique de Chirac qui, tout en critiquant les bombardements israéliens, exige le désarmement du Hezbollah et son retrait du Sud-Liban, prône un cessez-le-feu en exigeant que soit assurée la sécurité d'Israël et respectées les décisions de l'ONU : or, toutes ces résolutions, depuis près de 60 ans, n'ont servi qu'à nier les droits nationaux des Palestiniens et à coordonner l'intervention des puissances impérialistes .

Parce qu'ils sont tous alignés derrière Chirac et la bourgeoisie française, les dirigeants du PS et du PCF (ainsi que ceux des centrales syndicales) reprennent l'exigence de l'envoi au Liban d'une force impérialiste aux conditions –si possible – voulues par Chirac, lequel est prêt à ce que l'armée française en prenne la direction. Mais au nom de quoi l'impérialisme français s'arroge-t-il de tels droits ? Contre ces prétentions, la responsabilité des organisations ouvrières, c'est de rompre tout soutien à l'impérialisme français et de se prononcer contre la politique de Chirac :

- **À bas l'agression contre les masses palestiniennes et du Liban ! À bas toutes les résolutions de l'ONU !**
- **Assez d'interventions impérialistes au Proche-Orient ; aucune intervention de l'impérialisme français sous quelque forme que ce soit ! Retrait des soldats français du Liban et de la flotte française !**
- **Solidarité ouvrière avec le peuple Palestinien : c'est le droit légitime de celui-ci de combattre pour ses droits nationaux sur l'ensemble de la Palestine historique.**

Ce n'est que sur cette base, et non en soutien à la politique de Chirac, que doivent être organisées des manifestations.